



Aimée Gourdol

Suppléant, Jean-Pierre Lettron

Soutenus par Jean-Pierre Chevènement

Madame, Monsieur,

Le Mouvement Républicain et Citoyen - MRC - a mené la campagne de la présidentielle aux côtés de Ségolène Royal. Jean-Pierre Chevènement, son président d'honneur, n'a pas ménagé ses efforts. Aujourd'hui, nous sommes fiers de cet engagement. Ségolène Royal a vanté l'effort, le mérite, la Nation... Autant de thèmes chers aux républicains.

Militante du MRC depuis de nombreuses années, je suis cadre en informatique et syndicaliste. Conseillère municipale de Bourg-la-Reine depuis 2006, je suis également engagée dans le mouvement féministe. Autant de raisons qui me permettent de comprendre la légitime déception des jeunes et des salariés à revenus modestes qui ont majoritairement voté pour Ségolène Royal.

La victoire de Nicolas Sarkozy est celle de la Bourse et du MEDEF, faut-il pour autant déposer les armes face à la globalisation financière ? Certainement pas !

La gauche doit se garder de toute tentation de conversion libérale saupoudrée de quelques adoucissants sociaux. Elle doit au contraire se doter d'un projet républicain qui affiche clairement les enjeux et les valeurs : **éducation, travail, sécurité sociale et professionnelle, sécurité des personnes, laïcité et refus de tout communautarisme ou ethnicisme, patriotisme et liberté.**

La campagne courageuse menée par Ségolène Royal, ouvre une voie à la nécessaire et urgente refondation républicaine de la gauche. Les 17 millions de voix qui se sont portées sur son nom légitiment l'ancienne candidate dans un rôle de premier plan. Il lui faudra pourtant, sur la base d'un projet clair, rassembler l'ensemble des forces vives de ce pays. Cela va de soi, le MRC apportera tout son soutien cette entreprise.

Ces élections législatives représentent la première bataille après l'élection de Nicolas Sarkozy, il y en aura d'autres... Pour l'heure, il s'agit d'élire des députés capables de s'opposer aux mesures néfastes, pour celles et ceux qui vivent de leur travail, qu'entend prendre le prochain gouvernement. Il s'agit de préserver, tant que possible, notre capacité à produire des richesses garantes de la protection sociale française.

Le 10 juin, en m'accordant votre confiance vous donnerez à la gauche les moyens de se rénover pour gagner les prochains combats

Aimée Gourdol



Jean-Pierre LETTRON est Conseiller municipal de Bourg-la-Reine depuis 1979 et Conseiller communautaire depuis le 1er janvier 2003.

Respectueux des hommes et des femmes pouvant être en désaccord avec lui, il a cependant toujours mis à profit ses mandats pour défendre âprement les valeurs de gauche qui sont les siennes. Toutes ces qualités ont fait de lui un élu reconnu et respecté de tous.

Au plan professionnel, après avoir été pendant de nombreuses années conseiller commercial dans une entreprise publique d'électricité, il est aujourd'hui responsable syndical.

Grâce à son expérience professionnelle, à son engagement syndical fort et à sa forte implication dans la vie locale pour assurer au mieux ses mandats électifs, Jean-Pierre Lettron connaît bien les problèmes du quotidien et les difficultés sociales que rencontrent les familles. De nombreux citoyens, de nombreuses associations, ont déjà fait appel à lui, chacun a trouvé écoute, engagement, efficacité...

Ces qualités, qui font de Jean-Pierre Lettron un élu attentif à la population, m'ont conduites à lui demander d'être mon suppléant.



Le 10 juin

Un choix décisif !

Le Président de la République affirme vouloir lutter contre les délocalisations, l'Euro cher et pour la préférence communautaire européenne. Nous applaudirions des deux mains si tout dans les actes de Nicolas Sarkozy ne venait contredire ses déclarations.

Formation du gouvernement

Le Premier ministre, François Fillon, est l'homme du non dialogue social. Malgré les luttes, il a porté la réforme des retraites la plus dure pour le monde du travail, mis en cause les 35 heures, accru les aides aux entreprises. Ainsi avec le dispositif Fillon les exonérations de cotisations sociales des entreprises pour l'année 2006 ont augmenté de 13,5 %. Un manque à gagner qui plombe les comptes de la Sécurité sociale même s'il

est en partie compensé par le budget de l'Etat, autrement dit par nos impôts.

Monsieur Borloo hérite d'un super ministère : "Economie Finances et Emploi", mais il lui manque l'industrie pour mener à bien une politique de croissance de l'emploi. Avec un tel découpage on peut craindre que la logique financière ne l'emporte sur les besoins réels du pays.

Le ministère du droit des femmes a disparu même si la composition du gouvernement respecte la parité.

Une équipe resserrée et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (promesse du candidat Sarkozy) laissent craindre des réorganisations, sans concertation, des services de l'Etat.

De l'argent pour les rentiers Des sacrifices pour les autres

Les premières mesures adoptées (exonération des intérêts liés aux prêts immobiliers, suppression des droits de succession) rapportent aux plus riches. Pour les autres, pour les salariés ou les chômeurs, le Président a promis d'aller vite, très vite (dès après les législatives) dans la mise en œuvre de son programme : **remise en cause du contrat de travail à durée déterminée, indemnisation du chômage revue à la baisse, assurance maladie malmenée par l'instauration d'une franchise de remboursement...**

Pour une Europe qui protège

Contrairement aux déclarations des opérateurs pri-

vés, l'ouverture imposée par l'Europe, du marché du gaz et de l'électricité aux particuliers - le 1^{er} juillet prochain - se traduira à court terme par une forte hausse des tarifs. Nicolas Sarkozy n'en dit mot, la devise du Président serait-elle :

"Travailler plus, pour gagner plus, pour payer plus" ?

A l'opposé, **une Europe qui protège signifie : développement de nos industries, maintien de nos emplois.**

Pour cela il faut privilégier la croissance interne en Europe, réformer les statuts de la Banque centrale européenne pour y inscrire la croissance et l'emploi. Malheureusement, comme le montre le coup porté par la Commission européenne aux livrets A et bleu, ce n'est pas l'orientation prise... Il s'agit plutôt de crier : "Haro sur l'épargne populaire !"

HARO SUR L'EPARGNE POPULAIRE !

Le 10 mai 2007, la Commission européenne a demandé à la France de mettre fin aux "droits spéciaux de distribution des livrets A et bleu". Elle considère en effet que la distribution actuelle (par la Banque Postale, la Caisse d'épargne et le Crédit mutuel) de ces produits constitue une restriction à la libre concurrence, tant française qu'étrangère, de la collecte cette épargne. Or c'est sur ces petits livrets, peu attractifs pour les grands organismes, que s'opère l'épargne populaire et c'est sur cette épargne que se réalise le financement du logement social. Par le seul jeu de la concurrence entre opérateurs financiers cette épargne, réalisée par des foyers modestes, se réduira et, in fine, portera atteinte au financement du logement social.

**Pour un France juste forte et respectée
Soutenez les candidats républicains**